

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 08/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



HIT TS

4 rue Lavoisier
69680 CHASSIEU

Références : UD-R-CTESSP-22-280-AL
Code AIOT : 0006103933

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/11/2022 dans l'établissement HIT TS implanté 4 rue Lavoisier 69680 CHASSIEU. L'inspection a été annoncée le 21/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme annuel de l'Inspection. Elle porte sur le suivi de certains constats effectués lors de la visite précédente, et notamment sur les suites données à l'arrêté de mise en demeure du 7 juillet 2021 concernant les dispositifs de désenfumage.

Les suites données aux constats portant sur la surveillance des eaux souterraines et les prélèvements et consommations d'eau n'ont pas été abordées lors de la présente visite. Ils le seront à l'occasion d'une visite ultérieure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HIT TS
- 4 rue Lavoisier 69680 CHASSIEU
- Code AIOT : 0006103933
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société HIT TS exerce une activité de traitement chimique de surface à façon sur trois chaînes (zinc/zinc nickel, phosphatation et nickel chimique) pour des domaines tels que l'automobile, le textile, l'armement et le nucléaire.

L'établissement qu'elle exploite sur la commune de Chassieu est autorisé par l'arrêté préfectoral du 04 octobre 1989, pour les rubrique et régime suivants de la nomenclature des ICPE :

- 3260 : traitement de surface de métaux (131 m³) → Autorisation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risques accidentels – Risque incendie
- Risques chroniques – Rejets dans l'eau, Prélèvement et consommation d'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon détaillée pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|---|--|---|-----------------------|
| 2 | Qualité des rejets aqueux – Zn et Ni | Arrêté Préfectoral du 04/10/1989, article 3, § 8.5.3 | Lettre de suite préfectorale | 1 mois |
| 4 | Réduction des émissions de substances dangereuses | Arrêté Préfectoral du 04/10/1989, article 3, § 8.5.4 | Lettre de suite préfectorale | 1 mois |
| 6 | Surveillance des émissions – DCO | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33 | Lettre de suite préfectorale | 3 mois |
| 7 | Surveillance des émissions - contrôles internes | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33 | Lettre de suite préfectorale | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|--|--|
| 8 | Surveillance des émissions - contrôles de recalage | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33 | cf. demandes de l'Inspection dans la fiche de constats |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|--|---|
| 1 | Désenfumage | AP de Mise en Demeure du 07/07/2021, article 1er | Sans objet |
| 3 | Qualité des rejets aqueux – Hors Zn et Ni | Arrêté Préfectoral du 04/10/1989, article 3, § 8.5.3 | cf. observation de l'Inspection dans la fiche de constats |
| 5 | Arrêté ministériel « RSDE » | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33 et 34 | cf. observation de l'Inspection dans la fiche de constats |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des constats effectués lors de cette visite, l'exploitant a satisfait aux termes de l'arrêté de mise en demeure du 07/07/2021 concernant les dispositifs de désenfumage.

Par ailleurs, cette visite a permis de constater que l'exploitant a mis en œuvre des actions visant à répondre aux demandes de l'Inspection suite à la visite précédente du 27/04/2021. Toutefois, il n'a pas totalement satisfait à certaines demandes et en particulier celle relative au respect des valeurs limites d'émission (VLE) concernant le Zn et le Ni. **À défaut de respect des VLE, la prochaine visite sera suivie d'une proposition de mise en demeure.**

Plusieurs points de contrôle font l'objet d'une demande de l'Inspection dans les fiches de constat correspondantes. Il est demandé à l'exploitant de répondre à ces demandes dans les délais indiqués dans les fiches de constat. À défaut, ces points pourront faire ultérieurement l'objet des propositions de suites administratives supplémentaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Désenfumage

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/07/2021, article 1er |
| Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie |
| Prescription contrôlée : Respecter les dispositions du paragraphe 6.2.6 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 1989 en faisant procéder aux travaux nécessaires pour disposer de : <ul style="list-style-type: none">- dispositifs de désenfumage en bon état de fonctionnement (y compris leurs commandes),- dont la surface totale des ouvertures n'est pas inférieure à 0,5 % de la superficie des locaux,- dans un délai de 7 mois. |
| Constats : Lors de la visite du 27/04/2021, l'Inspection a constaté que la superficie des exutoires de désenfumage était suffisante d'après les indications fournies par l'exploitant, mais que plusieurs d'entre eux étaient hors service – ou en état de fonctionnement dégradé – et que les commandes pneumatiques générales étaient hors service. Suite à cette visite et à la mise en demeure du 07/07/2021, l'exploitant a indiqué par courrier du 16/11/2021 que les travaux de mise en conformité des dispositifs de désenfumage ont été effectués en juin 2021 (local stockage) et en septembre 2021 (local production). Il a joint des factures des travaux réalisés et les attestations de bon fonctionnement émises par l'entreprise les ayant réalisés. Il précise par ailleurs dans son courrier qu'il fera procéder à un contrôle annuel de ces dispositifs. À l'occasion de la visite du 03/11/2022, l'exploitant a transmis le rapport de la vérification réalisée le 21/04/2022. Ce rapport conclut que les installations de désenfumage (ouvrants et commandes) sont en bon état de fonctionnement. Lors de la visite, l'Inspection a constaté que les exutoires sont effectivement présents en toiture : 6 exutoires côté production (surface de 10 m ² d'après les éléments transmis par l'exploitant, soit 0,5 % de la superficie du local) et 10 exutoires côté stockage (surface de 20 m ² d'après les éléments transmis par l'exploitant, soit 1 % de la superficie du local). L'exploitant a donc satisfait aux termes de la mise en demeure. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Qualité des rejets aqueux – Zn et Ni

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/1989, article 3, § 8.5.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eau |
| Prescription contrôlée : Respect des valeurs limites d'émission pour les rejets dans l'eau (concentration et flux) fixées au paragraphe 8.5.3 de l'article 3 de l'AP du 04/10/1989 modifié par l'APC du 02/01/2019. |
| Constats : Lors de la visite du 27/04/2021, l'Inspection a constaté d'importants dépassements des VLE en concentration pour les paramètres Ni et Zn entre janvier 2020 et mars 2021 (VLE de 2 mg/l). Suite à cette visite, l'exploitant a obtenu un financement concernant les travaux d'amélioration de la station de traitement. Par courrier du 16/11/2021, il a transmis un justificatif de commande concernant l'étape finale de filtration (système de type skid de filtration). Il annonçait également dans son courrier une commande imminente concernant le remplacement du filtre presse. En amont de la visite du 03/11/2022, l'Inspection a consulté les résultats de surveillance déclarés sur GIDAF et a constaté des dépassements réguliers entre avril 2021 et août 2022 : <ul style="list-style-type: none">• 15 dépassements en Zn, dont 1 valeur supérieure à 2 fois la VLE (4,1 mg/l le 18/05/2022) ;• 26 dépassements en Ni, dont 3 valeurs supérieures à 2 fois la VLE (4,61 mg/l le 22/02/2022, 7 mg/l le 01/03/2022 et 6,31 mg/l le 18/05/2022). |

Par ailleurs, les contrôles inopinés du 25/10/2021 (DREAL : 2,2 mg/l en Zn et 2,5 mg/l en Ni) et du 20/04/2022 (Métropole de Lyon : 15,6 mg/l en Zn et 4,44 mg/l en Ni) montrent des dépassements et un écart à l'autosurveillance. L'exploitant a indiqué que l'écart provient probablement des métaux adsorbés sur les MES (limite des méthodes rapides) et a fait part de ses doutes sur les résultats du 20/04/2022. Il a précisé que les agents n'ont pas procédé à un échantillonnage 24 h, mais ponctuel.

Lors de la visite du 03/11/2022, l'Inspection a constaté la présence du nouveau filtre-pressé et des skids de filtration. L'exploitant a indiqué que les derniers travaux (filtre-pressé) ont été réalisés en juillet 2022 et qu'il a affiné le pH de précipitation et neutralisation. L'Inspection a consulté les résultats de septembre et octobre 2022 : aucun dépassement en Zn, mais 3 dépassements en Ni (2,03, 2,29 et 2,43 mg/l). L'amélioration des rejets est significative, mais reste insuffisante pour le Ni. L'exploitant a déclaré qu'il prévoit des actions supplémentaires :

- Pompage/nettoyage des 2 cuves situées entre le filtre-pressé et la filtration finale. Il soupçonne une accumulation de boues, qui serait à l'origine des MES se trouvant parfois en quantité importante dans les rejets. Suite à la visite, il a précisé qu'il prévoit de réaliser cette action avant 2023 ;
- Piégeage du Ni des bains usagés de la chaîne nickel chimique (6 g/l), en amont de la station de traitement. Les essais d'électrolyse n'ayant pas été concluants, l'exploitant teste actuellement une méthode de dépôt sur paille de fer avec le concours de son fournisseur.

Par ailleurs, au vu du rapport d'analyse du contrôle externe du 18/05/2022 transmis par l'exploitant à l'occasion de la visite, l'Inspection a constaté une erreur dans les résultats renseignés sur GIDAF (valeur mesurée de 4,1 mg/l et non de 41 mg/l pour le Zn).

Observation : L'Inspection a invalidé la déclaration GIDAF de mai 2022, et demande à l'exploitant d'y faire les corrections nécessaires puis de la valider et de la transmettre à nouveau.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Demande : L'Inspection demande à l'exploitant de poursuivre les actions en vue de respecter les VLE, en nettoyant les cuves et – si les essais sont concluants – en mettant en œuvre la solution de traitement à la source des bains usagés de nickel. À défaut de respect des VLE, la prochaine visite sera suivie d'une proposition de mise en demeure.

Proposition de délais : 1 mois (nettoyage des cuves) et 6 mois (traitement à la source des bains)

N° 3 : Qualité des rejets aqueux – Hors Zn et Ni

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/1989, article 3, § 8.5.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eau |
| Prescription contrôlée : - Respect des valeurs limites d'émission (concentration et flux) fixées au paragraphe 8.5.3 de l'article 3 de l'AP du 04/10/1989 modifié par l'APC du 02/01/2019. - Respect des valeurs limites d'émission (concentration) fixées à l'article 20 de l'AM du 30/06/2006 modifié par l'AM dit « RSDE » du 24/08/2017. |
| Constats : Lors de la visite du 27/04/2021, en l'absence de surveillance pour le Cu, l'Inspection n'avait pas été en mesure de vérifier le respect de la valeur limite fixée par l'AM du 30/06/2006 modifié. En amont de la visite du 03/11/2022, l'Inspection a consulté les résultats de surveillance déclarés sur GIDAF depuis avril 2021 et – en complément des points relevés dans la fiche de constats n°2 pour le Zn et le Ni – a notamment constaté que : <ul style="list-style-type: none"> • La surveillance est réalisée et les résultats sont renseignés depuis janvier 2022 s'agissant du Cu, sans dépassement de la VLE fixée par l'AM du 30/06/2006 modifié. Toutefois, beaucoup des valeurs renseignées sont nulles, alors que le Cu a notamment été quantifié lors des contrôles externes réalisés le 18/05/2022 (62 µg/l) et le 27/07/2022 (97 µg/l). • L'exploitant déclare des valeurs nulles concernant les résultats d'autosurveillance pour le Cr VI et le Cr III, excepté certains résultats en Cr III à partir de février 2022, alors que les contrôles |

externes réalisés montrent une quantification du Cr III et des résultats < LQ pour le Cr VI. L'exploitant a déclaré avoir cessé l'utilisation du Cr VI depuis août 2022.

De plus, au vu du rapport d'analyse du contrôle externe du 19/05/2021 transmis par l'exploitant à l'occasion de la visite, l'Inspection a constaté une erreur dans les résultats renseignés sur GIDAF pour le Cr VI : valeur mesurée < LQ, et non de 7,73 mg/l et 365 g/j (la valeur de 7,73 correspondant à la mesure du pH).

- Les résultats renseignés s'agissant des **phosphates** pour le contrôle externe du 19/05/2021, dont l'exploitant a transmis le rapport d'analyse à l'occasion de la visite, montrent un dépassement de la VLE en concentration (12,9 mg/l mesurés, pour une VLE de 10 mg/l). L'exploitant n'a pas commenté ce dépassement dans l'application GIDAF. Lors de la visite, il a déclaré qu'il n'avait pas pris connaissance de ce dépassement et n'était pas en mesure de l'expliquer précisément. L'Inspection n'a pas relevé d'autres dépassements pour ce paramètre. Par ailleurs, la valeur renseignée pour le contrôle externe du 09/02/2022 est nulle, alors que le rapport d'analyse montre un résultat < 0,1 mg/L (LQ).
- La valeur en **Hydrocarbures** renseignée est nulle pour presque tous les contrôles externes, alors que les rapports d'analyse transmis par l'exploitant à l'occasion de la visite montrent des résultats < LQ.
- La valeur de **pH** n'est pas renseignée pour le contrôle externe du 19/05/2021. Comme indiqué ci-avant (cf. point relatif aux phosphates), il s'agit d'une erreur à corriger dans la déclaration GIDAF.

Observation : L'Inspection a invalidé les déclarations GIDAF concernées par les constats, et demande à l'exploitant d'y faire les corrections nécessaires puis de les valider et de les transmettre à nouveau dans un délai de 3 mois.

Pour mémoire, dans GIDAF la valeur 0 doit être renseignée uniquement si le résultat est < LD (avec un commentaire indiquant que le résultat est inférieur à LD) et la valeur LQ/2 doit être renseignée lorsque le résultat est < LQ (avec un commentaire indiquant que le résultat est inférieur à LQ).

Lors de la visite du 03/11/2022, l'Inspection n'a pas vérifié la conformité des rejets dans l'eau pour les substances ne figurant pas dans le cadre GIDAF de l'établissement (cf. constat n°5).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Réduction des émissions de substances dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/1989 (modifié le 02/01/2019), article 3, § 8.5.4

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 12 mois, l'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées une étude technico-économique complémentaire, accompagnée d'une échéance de mise en œuvre pouvant s'échelonner sur une période de 3 ans.

Cette étude doit présenter les éléments suivants : [...] proposition d'une stratégie d'action pour les solutions retenues présentant l'échéancier de réalisation [...].

Constats :

Lors de la visite du 12/02/2020, l'Inspection a constaté que l'exploitant a fait réaliser la note complémentaire du 01/08/2019 (RHAP160638-rév2) à l'ETE « RSDE », développant l'argumentaire relatif à la faisabilité technico-économique des solutions de réduction des émissions de Zn et de Ni.

En conclusion, les actions suivantes étaient retenues par l'exploitant :

- réduction de l'emploi des substances (action continue de la part de l'exploitant) ;
- substitution de produits (action réalisée en 2017) ;
- amélioration de la station de traitement : augmentation de la capacité tampon des effluents acides, amélioration de l'homogénéisation, changement de la pompe à boues, filtre à sable, et amélioration de l'évacuation des boues (soutirage automatique et remplacement du filtre-pressé).

| |
|---|
| <p>Pour mémoire, la note complémentaire précisait que certaines actions non retenues seraient à étudier au besoin après les travaux d'aménagement de la station :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ajout d'un réactif (insolubilisant), • mise en place d'une filtration finale, • mise en place d'un étage de finition (échangeurs d'ions, charbon actif). <p>Suite à la visite du 12/02/2020, l'Inspection avait demandé à l'exploitant d'établir et de communiquer un plan d'actions pluriannuel portant sur l'amélioration de la station de traitement des effluents.</p> <p>Suite à la visite du 27/04/2021, l'Inspection a renouvelé cette demande. Par courrier du 16/11/2021, l'exploitant a indiqué les actions qu'il pourrait envisager sous 1 à 3 ans en fonction des résultats des travaux déjà engagés (pré-neutralisation, chaud liquide et résines chélatantes).</p> <p>Lors de la visite du 03/11/2022, l'exploitant a indiqué qu'il n'envisageait plus les solutions mentionnées dans son courrier du 16/11/2021. Au vu de ses indications, il apparaît que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les travaux d'amélioration de la station retenus dans la note complémentaire sont réalisés, excepté a priori s'agissant du soutirage automatique des boues (aucune information transmise) ; • le filtre à sable, qui n'était plus en fonctionnement, a été remplacé par une filtration finale. <p>Observation : Selon l'efficacité des travaux mis en œuvre, les actions mises de côté en 2019 devront être reconsidérées (insolubilisant et étage de finition). l'exploitant pourra éventuellement, comme il l'a évoqué pendant la visite, engager une étude plus détaillée et intégrant la réduction des consommations d'eau.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Demande : L'Inspection demande à l'exploitant de se positionner sur l'échéance de mise en œuvre du soutirage automatique des boues. |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 5 : Arrêté ministériel « RSDE »

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33 et 34 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eau |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Liste des paramètres surveillés et fréquences de surveillance conformes aux dispositions de l'AM du 30/06/2006 modifié par l'AM dit « RSDE » du 24/08/2017.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de la visite du 27/04/2021, l'Inspection a effectué un pré-analyse de la proposition de programme de surveillance transmise par l'exploitant le 25/02/2020 (dispositions de l'AM du 30/06/2006 modifié par l'AM dit « RSDE » du 24/08/2017). Il en ressortait plusieurs points d'attention concernant les principales évolutions et les compléments nécessaires.</p> <p>Suite à cette visite, par courrier du 16/11/2021, l'exploitant a répondu aux demandes de l'Inspection concernant le respect de dispositions applicables en matière de surveillance :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cuivre et Fer : l'autosurveillance hebdomadaire est effective depuis septembre (Fe) et novembre (Cu) 2021. → Lors de la visite du 03/11/2022, l'Inspection a constaté que l'autosurveillance hebdomadaire apparaît dans le registre tenu par l'exploitant et que les contrôles externes trimestriels sont également réalisés. • Dichlorométhane, Nonylphénols et Trichlorométhane (Chloroforme) : le contrôle externe annuel sera réalisé à compter de 2022. → À l'occasion de la visite du 03/11/2022, l'exploitant a transmis les rapports d'analyse relatifs à la mesure de ces substances en juillet 2022. Les résultats sont < LQ. |

| |
|--|
| <p>S'agissant des compléments nécessaires à l'instruction de sa proposition de programme de surveillance, les réponses fournies par l'exploitant restent à compléter concernant les paramètres :</p> <ul style="list-style-type: none"> • BDE : L'exploitant n'a pas transmis les résultats de surveillance initiale comme demandé, en concentration et en flux, et indique dans son courrier du 16/11/2021 qu'il n'a pas à se positionner compte tenu des valeurs en MES inférieures à 30 mg/l. L'Inspection relève que l'arrêté « RSDE » ne prévoit pas de restrictions particulières en matière d'analyse de ces substances et d'application des valeurs limites associées. Les niveaux de rejet doivent donc être précisés, si nécessaire sur la base d'analyses complémentaires à réaliser. • AOX : lors de la visite du 03/11/2022, l'exploitant a indiqué qu'il a mis en place une surveillance trimestrielle de ce paramètre. L'Inspection a constaté que les résultats des contrôles externes du 10/02/2022 et du 18/05/2022 sont de 30 µg/l. <p>Observation : L'Inspection demande à l'exploitant, dans un délai de 1 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de transmettre les résultats de surveillance (concentrations et flux), accompagnés des fiches d'analyse correspondantes, et de compléter son positionnement concernant le paramètre AOX (proposition de périodicité de surveillance et de VLE en concentration et flux, au regard des niveaux de rejet et des dispositions de l'AM « RSDE »). • de transmettre les résultats de surveillance initiale (concentrations et flux), accompagnés des fiches d'analyse correspondantes, et de compléter son positionnement concernant le paramètre BDE (proposition de périodicité de surveillance et de VLE en concentration et flux, au regard des niveaux de rejet et des dispositions de l'AM « RSDE »). <p>Si ces résultats ne sont pas disponibles, il devra engager dans le même délai une campagne de mesures pour les obtenir.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Surveillance des émissions – DCO

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eau |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.</p> <p>Elles concernent notamment [...] le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau (article 58-II) et la réalisation de contrôles externes de recalage (article 58-III).</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 27/04/2021, l'Inspection a constaté que l'indice ST-DCO est mesuré au lieu du paramètre DCO lors des contrôles externes. De plus, le prestataire retenu n'était pas agréé par le ministère de l'environnement pour le paramètre DCO.</p> <p>Par message du 31/01/2022, l'exploitant a indiqué que d'après son prestataire le COFRAC avait remplacé la mesure de la DCO par celle de la ST-DCO. Il a également précisé qu'il n'a pas été en mesure de trouver un laboratoire agréé pour la mesure de la DCO dans la région.</p> <p>L'Inspection a confirmé à l'exploitant lors de la visite du 03/11/2022 que la méthode de mesure à appliquer est la méthode de référence (NF T 90-101) et que c'est bien le paramètre le paramètre DCO qui doit être mesuré lors des contrôles externe trimestriels. De plus, en consultant le site LABEAU, l'Inspection a constaté que 2 laboratoires de la région sont agréés pour la mesure de la DCO.</p> <p>Observation : le remplacement du paramètre DCO par le paramètre ST-DCO pourrait être envisagé si l'exploitant démontrait sa représentativité par un calage initial (avec suffisamment de données représentatives) et procédait à un recalage périodique.</p> |

| |
|--|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Demande : L'Inspection demande à l'exploitant de faire réaliser la mesure du paramètre DCO à partir du prochain contrôle externe (le cas échéant, jusqu'à la démonstration de la représentativité du paramètre ST-DCO par un calage initial). |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 7 : Surveillance des émissions - contrôles internes

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eau |
| Prescription contrôlée : En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Elles concernent notamment [...] le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau (article 58-II) et la réalisation de contrôles externes de recalage (article 58-III). |
| Constats : Lors de la visite du 27/04/2021, l'Inspection a constaté que pour les contrôles internes, qu'il effectue en réalisant lui-même les opérations d'échantillonnage (sans accréditation), l'exploitant ne disposait pas de la ou des procédure(s) requise(s) comportant les éléments mentionnés dans le guide établi par la DGPR (préconisations et normes réputées satisfaire aux exigences de fiabilité et de traçabilité des résultats de mesure). Par message du 01/02/2022, l'exploitant a transmis la procédure qu'il a établie. L'Inspection a rappelé à l'exploitant lors de la visite du 03/11/2022 que la communication antérieure de certains éléments à l'Inspection ne le dispense pas de les intégrer à la procédure établie. Ce point concerne : <ul style="list-style-type: none"> • le plan de localisation des divers points de rejet de l'établissement, ainsi que l'emplacement des points de rejet équipés pour réaliser le suivi (macropolluants et substances) ; • le schéma de présentation du dispositif de dépollution ou de prétraitement avant rejet, indiquant la localisation des appareils de mesures et des points d'échantillonnage ; L'Inspection n'a pas vérifié lors de la visite du 03/11/2022 que le contenu de la procédure établie par l'exploitant répond bien aux exigences du guide établi par la DGPR. Ce point pourra faire l'objet d'un contrôle détaillé lors d'une visite ultérieure. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Demande : L'Inspection demande à l'exploitant de compléter sa procédure concernant les contrôles internes, avec les éléments mentionnés ci-avant dans la fiche de constat. |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 8 : Surveillance des émissions - contrôles de recalage

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eau |
| Prescription contrôlée : En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Elles concernent notamment [...] le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau (article 58-II) et la réalisation de contrôles externes de recalage (article 58-III). |

Constats :

Lors de la visite du 27/04/2021, l'Inspection a constaté que les dates des contrôles externes de recalage ne correspondaient pas aux dates auxquelles était réalisée l'autosurveillance hebdomadaire. Il était ainsi difficile d'apprécier la fiabilité des mesures d'autosurveillance interne en comparaison aux méthodes normalisées de référence.

Par courrier du 16/11/2021, l'exploitant a indiqué qu'une analyse interne de l'échantillon interne et du double de l'échantillon du prestataire serait désormais effectuée lors des contrôles de recalage trimestriels.

À l'occasion de la visite du 03/11/2022, l'exploitant a transmis à la demande de l'Inspection des tableaux de comparaison des résultats des 2 analyses internes (échantillon interne et double de l'échantillon prestataire) et des résultats du prestataire.

L'Inspection a constaté des écarts importants entre les résultats des 2 derniers contrôles externes de recalage (CER) et les résultats internes, en particulier ceux issus des analyses sur échantillon interne :

- pour le Zn, le 18/05/2022 (résultat CER de 4,1 mg/l et résultat interne de 2,48 mg/l) et le 28/07/2022 (résultat CER de 3,38 mg/l et résultat interne de 0,44 mg/l) ;
- pour le Ni, le 18/05/2022 (résultat CER de 6,31 mg/l et résultat interne de 1,55 mg/l).

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il suppose que ces écarts peuvent être liés à la complexation des métaux, et qu'il aurait besoin de données supplémentaires pour confirmer cette hypothèse.

S'agissant des méthodes d'analyse internes, il a précisé qu'il procède à un recalage interne annuel en suivant le protocole du fournisseur. Il a présenté les résultats du recalage effectué le 24/11/2021.

S'agissant du matériel d'échantillonnage interne, il a précisé qu'il fait procéder à des vérifications par un prestataire externe, le prochain contrôle étant prévu le 14/11/2022 (commande du 26/10/2022).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites :

Demande : L'Inspection demande à l'exploitant de :

- transmettre les conclusions des vérifications réalisées depuis la visite (matériel d'analyse et matériel d'échantillonnage), accompagnée le cas échéant des actions correctives réalisées ou prévues et de l'échéancier associé,
- poursuivre la comparaison des résultats des contrôles internes et externes. Si des écarts significatifs perdurent, il en investiguera les raisons, mettra en oeuvre les actions correctives adéquates et tiendra l'Inspection informée de ces éléments.

Proposition de délais : 1 mois (vérifications des matériels internes)